

*Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation*

les Américains exerçaient un droit de veto sur les actes du gouvernement canadien et des provinces pour ce qui est de la majoration du prix du bois d'oeuvre canadien sur le marché américain.

Si l'entente était une si bonne affaire, on se serait attendu à ce que la ministre du Commerce extérieur (M<sup>lle</sup> Carney) tienne à s'en attribuer le mérite quand l'entente a été conclue et annoncée. Le premier ministre (M. Mulroney) aurait tenu à être sur place pour s'en attribuer le mérite au moment de l'annonce. Le fait que tous les deux se soient trouvés alors bien loin d'ici est significatif. Le fait que la ministre du Commerce extérieur ait été au soleil à Hawaii tandis que le premier ministre était ailleurs est la preuve qu'en leur for intérieur ils savaient que ce n'était pas une bonne affaire pour le Canada, qu'ils avaient trahi nos intérêts et affaibli notre souveraineté.

Quels étaient les objectifs des Américains dans toute cette affaire? Ils ont cherché tout d'abord à faire monter le prix du bois d'oeuvre canadien aux États-Unis pour qu'il soit moins concurrentiel, qu'il se vende moins et que le bois américain se vende mieux. Que la taxe soit imposée par les Américains ou les Canadiens, le résultat est exactement le même. Le prix de notre bois d'oeuvre a augmenté et il est devenu moins concurrentiel aux États-Unis, pour le malheur de l'industrie canadienne, de ses travailleurs et de l'économie canadienne tout entière. Le gouvernement a beau dire, cette taxe ne peut pas servir les intérêts canadiens.

Les Américains avaient pour deuxième objectif, après la conclusion de l'accord, d'avoir le dernier mot dans l'application de la taxe à l'exportation ou de toute autre mesure de remplacement. La ministre et ses collègues prétendent qu'ils ont sauvé la souveraineté canadienne et que les États-Unis n'ont pas ce pouvoir. Leurs dires ne sont cependant pas confirmés par la lettre qui a été envoyée au nom du secrétaire au Commerce Baldrige et du représentant spécial au commerce Yeutter et dans laquelle ils donnent à l'industrie américaine leur interprétation de l'accord. Il est clair qu'ils croyaient avoir le dernier mot dans la façon dont le Canada fixe les prix du bois d'oeuvre. Qu'on décrive l'accord comme on voudra, il empiète sur la souveraineté canadienne.

Le gouvernement affirme que la lettre est le fait de quelques Américains, comme si le secrétaire au Commerce et le représentant spécial au commerce étaient deux quidams parmi les centaines de millions d'habitants de ce pays. Cependant, lorsqu'on lit l'accord qui a été, doit être intégré précisément dans la législation canadienne en vertu du projet de loi à l'étude, il appuie manifestement l'interprétation des autorités américaines. L'accord stipule que les Américains auront le dernier mot pour déterminer si toute mesure visant à remplacer la taxe à l'exportation et cette taxe elle-même entraînent l'augmentation du prix du bois d'oeuvre canadien que désirent les États-Unis.

En résumé, le gouvernement canadien et les provinces ne peuvent rien changer si cela influe sur le prix final que les Américains veulent obtenir en vertu de cet accord. A l'annonce

de l'entente, le ministre d'État aux Forêts et aux Mines (M. Merrithew), en l'absence de la ministre du Commerce extérieur, a déclaré très honnêtement à propos de l'accord final que les Américains ont obtenu leur livre de chair. Je félicite le ministre de son honnêteté à cet égard, mais quel aveu! Quelle meilleure preuve peut-on avoir que ce n'est pas un bon accord pour le Canada?

Je le répète, le ministre a dit lors d'une conférence de presse qui annonçait ce mauvais marché pour le Canada que les Américains ont obtenu leur livre de chair. Après la conférence de presse de l'opposition officielle où nous avons fait remarquer très clairement, et manifestement avec raison, que c'était un mauvais marché pour le Canada et une ingérence dans la souveraineté canadienne, le ministre, accompagné du président du Conseil du Trésor (M. de Cotret), s'est précipité à une autre conférence de presse le même après-midi. Questionné par les journalistes, il a admis que cette entente aurait un effet néfaste sur l'industrie et les travailleurs canadiens. Pourtant le gouvernement a l'audace de présenter ce projet de loi à la Chambre afin de mettre en vigueur ce qui constitue—et il en est convaincu, comme le prouvent les déclarations faites en privé et même en public, par le ministre d'État aux Forêts et aux Mines notamment—un mauvais marché pour notre pays.

L'entente est effrayante en elle-même, mais ce qui l'est encore plus, c'est ce qu'elle nous dit sur les intentions véritables du gouvernement au sujet du Pacte de l'automobile et des centaines de milliers d'emplois qui y sont liés. Si le gouvernement a pu affirmer à la Chambre qu'il n'avait pas l'intention de capituler sur la question du bois d'oeuvre alors que c'est exactement à cela qu'il s'employait en coulisse, on peut craindre qu'il en fasse autant au sujet du Pacte de l'automobile et de ses garanties durant les négociations sur le libre-échange. Le gouvernement pourrait déclarer à la Chambre que le Pacte de l'automobile donne de bons résultats et qu'il n'a pas l'intention de le modifier, mais, en coulisse, agir de manière à démolir l'accord et à brader les intérêts de centaines de milliers de travailleurs dans des localités comme ma ville de Windsor.

Nous devons donc nous opposer à ce projet de loi et en empêcher l'adoption pour faire comprendre au gouvernement que nous ne le laisserons pas trahir le pays et le détruire, qu'il s'agisse du bois d'oeuvre, de l'industrie automobile, ou de tout autre secteur clé de l'économie canadienne. Même si le gouvernement n'est pas disposé à le faire, au moins l'opposition officielle et la plupart des Canadiens sont prêts à défendre les intérêts du Canada, et nous devons le faire savoir à ce gouvernement indigne.

**M. Rod Murphy (Churchill):** Madame la Présidente, le projet de loi à l'étude aujourd'hui constitue un exemple de plus des raisons qui poussent les Canadiens à être excédés par le gouvernement actuel. Je ne fais pas allusion aux sondages et aux scandales qui ont cours, mais à la manière avec laquelle le gouvernement aborde les questions importantes qui lui sont soumises.